

DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES MORBIHAN AU COMITE TECHNIQUE DU 6 OCTOBRE 2022

Monsieur le Président,

Avant d'aborder les sujets à l'ordre du jour dans le cadre de ce CTL, nous souhaitons revenir sur la situation économique de notre pays.

Alors que l'inflation s'installe en France liée en grande partie au coût de l'énergie du fait de la guerre en Ukraine, des tensions géopolitiques mais aussi du système libéral imposé par l'Europe, les profits n'ont jamais été aussi importants pour les entreprises du CAC 40. Les prix augmentent, les marges des entreprises explosent, mais les salaires et les investissements ne suivent pas.

L'inflation est manifeste sur bon nombre de produits mais elle n'a pas le même impact en fonction des revenus, ses conséquences sont beaucoup plus fortes pour les petits budgets que pour les hauts revenus.

Sans surprise, le gouvernement a annoncé la poursuite des réformes libérales et notamment celle des retraites. C'est une aberration alors que le financement est actuellement bénéficiaire. C'est en fait une nouvelle punition envers le monde du travail alors que le taux d'emplois des « seniors » de plus de 55 ans en France est un des plus faibles d'Europe !

Ce gouvernement a promis des mesures en faveur du pouvoir d'achat qui ne compensent même pas l'inflation et ne rattrapent pas des années de politique d'austérité.

Les politiques menées, conjuguées à l'inflation, dégradent les conditions de vie des salariés, des plus précaires.

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice ne couvre ni les dix années de gel du point, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires.

À ce jour, les 7 premiers échelons des agents C et les 3 premiers des B sont identiques au SMIC.

Les négociations engagées à la DGFIP sur le régime indemnitaire n'ont abouti à aucune mesure générale, elles ont seulement acté 2 mesures ciblées, qui à notre sens, relèvent du saupoudrage.

Il y a pour notre organisation syndicale une urgence en matière de pouvoir d'achat.

Nous revendiquons de vraies mesures pour tous les agents : un complément de traitement indiciaire (CTI), déjà octroyé dans le secteur de la Santé avec la perspective d'une intégration dans le salaire pour toute la Fonction Publique et ce sans effet négatif sur la revalorisation indiciaire.

S'agissant de la mise en place de l'égalité salariale Femmes/Hommes, au-delà des réunions, de la communication, d'une page dédiée dans Ulysse, nous attendons du concret.

Rappelons à ce sujet que la concrétisation de l'égalité salariale permettrait d'injecter au plan national 61,9 milliards d'euros dans l'économie. Ce qui est également bénéfique pour nos cotisations au bénéfice de notre Sécurité Sociale.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques a appelé l'ensemble des agents de la DDFIP à un mouvement unitaire et interprofessionnel le 29 septembre 2022. Dans le Morbihan, le taux de grévistes est largement supérieur au taux national avec notamment une forte mobilisation dans les SPF ainsi qu'au SGC de Lorient qui supportent une très forte pression depuis des semaines.

Cette journée ne restera pas sans lendemain, la mobilisation va continuer.

Sur le contexte de cette rentrée dans les services :

La poursuite du NRP à marche forcée, que nous continuons à rejeter, produit déjà les premiers effets néfastes que nous avons dénoncés unanimement dès le début.

Beaucoup de services sont en souffrance, les agents n'en peuvent déjà plus.

Vous avez déjà reçu des alertes pour le SPFE et la TH Est-Morbihan mais sachez que d'autres services sont également en surchauffe, comme le SGC de Lorient qui vient d'absorber Hennebont, le SGC de Pontivy, ou le SDIF et tous les autres services impactés par votre réforme.

Il nous apparaît également insensé que vous imposiez 2 fusions successives, en 1 an, aux SIE de Vannes et Lorient, sans oublier le traumatisme infligé aux agents par la suppression des SIE de Pontivy, de Ploërmel et d'Auray à la fin de l'année.

L'arrêt des réformes a été demandé dans les réunions sur le futur COM, par les agents d'une part, mais également par les cadres : il faut arrêter ces restructurations, qui sabordent le collectif de travail et la qualité du service public rendu à laquelle nous sommes si attachés. Est-ce que la Direction a fait remonter cette très forte préoccupation des agents ?

Le Directeur Général annonce encore 850 nouvelles suppressions d'emplois en 2023 et 3 000 sur tout le quinquennat. C'est purement et simplement du mépris !

Les agents n'ont que faire de vos mails, ou publications de remerciements sur Ulysse !

Ce n'est pas de cela dont ont besoin les agents.

Nous exigeons pour les agents, en plus d'un véritable respect, une véritable reconnaissance indiciaire et indemnitaire !

Si la Direction ne veut pas que des incidents surviennent, il faut des emplois supplémentaires dans les services, pour un service public fort et de réelle proximité.

La CGT continuera à se mobiliser avec les agents pour qu'ils obtiennent satisfaction sur leurs revendications !